

# Laboratoire de l'intégration européenne

## Ce qui réussit entre l'Allemagne et la France peut faire bouger l'Europe

» Le nouveau traité de l'Élysée ne doit pas seulement être une liste de souhaits. C'est ce que demande Martin Koopmann, président de la Fondation Genshagen, qui, dans une prise de position du groupe de réflexion franco-allemand, décrit des domaines de travail concrets dans lesquels les deux pays devraient travailler plus étroitement ensemble. Si le contrat doit offrir une valeur ajoutée, il y a encore beaucoup à faire. Ute Schaeffer a demandé à Martin Koopmann quels étaient les domaines d'action.

Le nouveau traité de l'Élysée fait référence à une réalité politique très différente de celle qui existait il y a 55 ans. Qu'est-ce qu'il doit faire ?

Le nouveau traité complétera le premier, car il ne s'agit pas de le remplacer mais de créer un complément. Ce n'est pas une tâche facile, car le premier traité était déjà très concret en termes de coopération bilatérale.

Le nouveau traité devra concerner principalement l'Europe. Il devra se concentrer sur le contexte européen actuel, car les relations franco-allemandes ne sont plus concevables sans l'Europe. Elles sont devenues partie intégrante de la réalité européenne, de l'intégration européenne. Et en même temps, cette Europe intégrée est en mauvais état. Cela signifie que si le nouveau document doit apporter une valeur ajoutée, l'Allemagne et la France doivent trouver des réponses structurelles à la situation politique actuelle en Europe. Toutefois, le traité ne doit pas se limiter à la gestion de crise : il doit montrer comment, à long terme et de manière efficace, les deux pays peuvent contribuer à préparer l'Union européenne pour l'avenir. C'est un grand défi.

Parmi ce qui doit être résolu et traité politiquement, quels sont les sujets que vous considérez comme urgents ?

L'Allemagne et la France doivent se mettre d'accord sur l'objectif qu'elles veulent atteindre : la cohésion de l'Union Européenne à 27 à tout prix, ou la différenciation de l'UE et le développement d'une Europe centrale qui avance plus vite que les autres. Les deux pays veulent-ils être le moteur d'une Europe intégrée dans l'esprit de Jean Monnet et de Robert Schuman ? Où s'agit-il avant tout de concrétiser aujourd'hui la promesse d'une Communauté européenne qui remonte à Adenauer et De Gaulle ? Ce sont des objectifs qui s'excluent mutuellement. L'Allemagne et la France doivent également se positionner dans le nouveau traité sur cette question – et se mettre d'accord sur leur fonction dans le contexte européen.

Avez-vous l'impression que les deux pays sont d'accord sur ce point ?

Il existe une convergence entre l'Allemagne et la France sur cette question. Mais convergence ne signifie pas unité. Et c'est de cela qu'il s'agit. Nous devons répondre à des questions claires et parvenir à un accord : qu'est-ce que la cohérence dans l'UE des 27 ? Que signifie la capacité d'agir dans une Europe élargie ? Et qu'est-ce que cela signifie exactement pour les relations franco-allemandes ? La prise de position du groupe de réflexion franco-allemand identifie des domaines de travail spécifiques qui devraient être abordés. Cela inclut l'espace économique franco-allemand avec une convergence claire des politiques fiscales, budgétaires et du marché du travail.

Ce projet est-il prometteur ou pensez-vous que d'autres domaines politiques seraient plus appropriés ?

Un espace économique franco-allemand est d'abord et avant tout un mot à la mode qu'il faut préciser et concrétiser. Dans la prise de position du groupe de réflexion franco-allemand, il s'agit de créer des « laboratoires de convergence ». Autrement dit, montrer bilatéralement que la communauté est possible dans des domaines où l'UE ne progresse pas, ou dans ceux où elle ne progresse pas suffisamment. Et cela peut être, par exemple, dans le domaine fiscal. Personne n'empêche l'Allemagne et la France de rapprocher leurs systèmes fiscaux sans toutefois les harmoniser de force ni abolir complètement une concurrence fiscale utile et stimulante. C'est possible, et une plus grande convergence est également possible dans d'autres secteurs de l'économie, et ce afin de montrer l'exemple et de dire : nous prenons la responsabilité de l'Europe. C'est la raison d'être de ces propositions. Cependant, la route vers une zone économique franco-allemande est encore loin d'être tracée.

Quels seraient les autres domaines d'action ?

Selon moi, il faudrait réfléchir de manière beaucoup plus concrète à un marché du travail franco-allemand. Les deux pays sont préoccupés par la question de savoir comment faire entrer les jeunes sur le marché du travail. Et il est évident que, dans ce domaine, nous pouvons apprendre l'un de l'autre. Cela va bien au-delà de l'adoption par la France du double système éducatif tel qu'il existe en Allemagne. Il faut se demander comment promouvoir des programmes de formation axés sur la pratique et sur l'avenir, innovants et en collaboration étroite avec les entreprises. Dans ce domaine, les deux pays peuvent apprendre l'un de l'autre, nous pensons encore trop en termes de modèles nationaux. Dans le même temps, cela ne doit bien sûr pas se limiter à un projet franco-allemand. Cet aspect est fondamental pour nous dans toutes nos propositions. La coordination franco-allemande est mieux que rien et elle peut servir de levier. Mais il est évident que nous avons besoin de plus que de l'Allemagne et de la France pour réformer l'Europe.

Dans votre prise de position, vous préconisez, entre autres, que les responsables politiques gouvernementaux fassent régulièrement un rapport à leur parlement, tant en Allemagne qu'en France, sur l'état d'avancement des projets franco-allemands. Quels autres aspects devraient encore changer selon vous ?

Selon nous, cette obligation d'informer les parlements a un double effet : d'une part, il s'agit de s'assurer que les projets décidés lors des Conseils des ministres franco-allemands sont effectivement mis en œuvre. Pour créer de la fiabilité. Le deuxième objectif est de rendre les relations franco-allemandes

plus visibles. Ce n'est pas comme si les relations franco-allemandes avaient été au point mort jusqu'à présent. Même si les deux pays ont eu du mal à être, comme ils y aspiraient, le moteur de l'intégration européenne ces dernières années, il n'y a pas eu d'impasse dans la relation franco-allemande. D'après nous, l'obligation de rendre régulièrement compte aux parlements – ce qui est important pour la perception publique et la formation des opinions – peut faire beaucoup pour cette visibilité. Je pense que c'est un grand manque dans les relations franco-allemandes : les réalisations positives ne sont pas suffisamment perçues.

**Pourtant, le partenariat franco-allemand est marqué par les activités citoyennes, les jumelages, les programmes d'échanges pour les jeunes ?**

Je crois que les jeunes qui participent à de tels programmes perçoivent ces réalisations positives. Mais le nombre de jeunes Allemands et Français qui veulent apprendre l'autre langue a diminué au fil des ans. Cela s'explique notamment par la mondialisation. Aujourd'hui, les jeunes pensent bien au-delà de leurs voisins immédiats, et ils se tournent vers d'autres régions qui se trouvent en dehors de l'Europe. Beaucoup envisagent également la valeur ajoutée que cela leur donne s'ils s'investissent vraiment dans l'autre pays, s'ils s'intéressent à la langue et à la culture. Et c'est une perspective différente de celle des années 1950 et 1960, lorsque l'objectif principal était de créer le calme et la paix en Allemagne et en France, et en Europe.

**L'Allemagne est réticente à se lancer dans les propositions de réforme du président. Pourquoi est-il si difficile d'aborder ce sujet à un rythme un peu plus rapide ?**

La réforme de l'UE est tout sauf une question simple. Et puis, la politique intérieure a la priorité en Allemagne. L'objectif est de trouver un nouvel équilibre pour les partis au pouvoir, qui ont tous deux perdu les élections l'année dernière et qui sont sous la pression de leur électorat – ou de l'AFD. Et j'ai l'impression qu'actuellement, la chancelière pense surtout à l'avenir de son propre parti et aux élections de 2021, et peut-être aussi aux élections qui auront lieu en Bavière cette année. Se tourner dans ce contexte vers les propositions d'Emmanuel Macron constituerait un risque. Cela ne signifie pas pour autant qu'elle n'a qu'un regard critique sur ces propositions. Elle pèse le pour et le contre. Et cette réflexion a conduit à une approche tardive et extrêmement prudente des propositions de réforme du président français.

**De quelle manière les futurs projets franco-allemands devraient-ils s'ouvrir à d'autres Etats ?**

Cela va forcément être compliqué. On ne peut qu'impliquer des pays tiers de manière flexible, et définir leur participation comme un objectif politique, par exemple dans le nouveau traité de l'Elysée. Nous proposons un engagement volontaire selon lequel toute initiative bilatérale doit inclure un élément qui permet à d'autres partenaires d'y participer à un stade précoce. Quels seront dans le détail les pays concernés, cela dépendra du domaine politique. L'objectif non seulement de définir de manière rhétorique mais aussi en pratique une ouverture flexible à d'autres pays, ainsi que la non-exclusivité de relations franco-allemandes fortes, cet objectif devrait être formulé dans le nouveau traité de l'Elysée avant d'être vécu dans la réalité politique.